

Discours

Rétablir l'espoir pour la classe moyenne : le budget fédéral de 2016

Discours de l'honorable Bill Morneau, C.P., député

Le 22 mars 2016

Le texte prononcé fait foi

Monsieur le Président,

Aujourd'hui, nous commençons à redonner espoir à la classe moyenne.

Aujourd'hui, nous commençons à redynamiser l'économie.

Aujourd'hui, nous commençons à mettre en œuvre un plan à long terme qui repose sur des investissements judicieux et sur une conviction inébranlable selon laquelle il est possible de réaliser des progrès pour faire en sorte que l'avenir du Canada soit à la hauteur de nos ambitions.

Je sais qu'il est possible d'y arriver. Les Canadiennes et les Canadiens l'ont déjà fait.

Après les jours sombres de la Grande Dépression et de la Deuxième Guerre mondiale, les Canadiens ont cru en un avenir meilleur.

Que s'ils travaillaient fort et épargnaient, ils pouvaient améliorer leur sort.

Ils pouvaient acheter une voiture et une maison. Ils pouvaient envoyer leurs enfants au collège ou à l'université. Ils pouvaient envisager une retraite convenable.

Et ils pouvaient espérer que leurs enfants puissent faire encore mieux qu'eux.

La confiance inspirait les investissements. Les investissements inspiraient la confiance.

Dans les années qui ont suivi la guerre, les Canadiens ont bâti la Voie maritime du Saint-Laurent et la route Transcanadienne. Ils ont construit de nouveaux aéroports, des métros, des pipelines et des réseaux de communication. Ils ont fondé de nouveaux établissements collégiaux et universitaires – et les parents y ont envoyé leurs enfants en nombre record.

Ces investissements ont fait en sorte que la main-d'œuvre était qualifiée et instruite. Ils ont relié les collectivités. Ils ont amélioré l'accès aux marchés. Ils ont rendu la circulation des personnes, des biens et des services plus rapide et moins coûteuse.



L'économie a connu une croissance rapide. Et les Canadiens ont prospéré.

Ainsi, l'espoir et le travail acharné ont été récompensés.

Hélas, les Canadiens ne sont pas aussi optimistes aujourd'hui. Cela se comprend.

La baisse des prix du pétrole et des autres produits de base a nui à des régions et à des provinces tout entières.

La croissance de l'économie a ralenti. Les salaires n'ont pas augmenté de façon importante depuis les années 1970.

Imaginez une famille ordinaire de Canadiens de la classe moyenne, composée de deux parents et de deux enfants qui fréquentent l'université.

Les parents travaillent depuis 25 ans, les factures augmentent, et il est difficile de prendre le dessus.

Il ne reste rien à la fin du mois. Et ils ne savent même pas s'ils pourront un jour se permettre une retraite convenable.

Il n'est pas étonnant que plusieurs Canadiens estiment qu'ils se tirent moins bien d'affaire que leurs parents au même âge – et que la nouvelle génération fera encore pire que la leur.

Un changement fondamental doit se produire : les Canadiens doivent avoir la conviction que l'espoir et le travail acharné seront de nouveau récompensés.

Pour réaliser ce changement, nous devons d'abord voir de bonnes raisons d'avoir confiance en l'avenir.

L'économie mondiale est en mutation. Les technologies numériques ont changé nos vies et l'organisation du travail. Ces changements ne feront que s'accélérer. Par exemple, les technologies propres sont en pleine croissance, parce que les investissements en capitaux sont au rendez-vous. L'Asie nous offre des opportunités d'affaires considérables.

Le Canada a la possibilité d'être un chef de file dans ce nouvel environnement économique.

Notre population est hautement qualifiée et scolarisée, et sa diversité nous relie à l'échelle internationale et constitue une source intarissable d'innovation.

Nous jouons un rôle de premier plan en matière de recherche scientifique.

Il y aura toujours des gens qui affirmeront que nous devons craindre le changement.

La réalité est qu'une occasion sans précédent de façonner et de mener ce changement se présente à nous.

Toutefois, pour façonner l'avenir, nous devons y investir. Nous devons faire pour nos enfants et nos petits-enfants ce que nos parents et nos grands-parents ont fait pour nous.

Par chance, les circonstances sont idéales pour investir.

Grâce à une sage gestion budgétaire exercée dans les années 1990, la santé financière du Canada a été rétablie, permettant au pays d'afficher aujourd'hui le ratio de la dette au PIB le plus faible, et de loin, parmi les pays du G7.

Parallèlement, les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas, et nous profitons donc d'excellentes conditions pour emprunter – au moment où les principales organisations et groupes internationaux tels que le FMI, l'OCDE et le G20 incitent les gouvernements à suivre cette voie.

Notre plan est raisonnable et abordable. D'ici la fin de notre premier mandat, le ratio de la dette au PIB du Canada sera plus bas qu'il ne l'est aujourd'hui.

Le gouvernement réalisera les investissements nécessaires pour stimuler l'économie à long terme.

Monsieur le Président, nous sommes conscients qu'il n'est pas facile de trouver l'équilibre entre la vie familiale, la vie professionnelle et l'atteinte d'objectifs personnels. Les gens travaillent fort. En retour, ils s'attendent à ce que leur gouvernement travaille fort pour eux et à ce que l'économie leur offre des possibilités.

Ce budget accorde la priorité aux gens et accorde l'aide dont les Canadiens ont besoin dès maintenant. Mais il ne s'agit pas seulement du moment présent, loin de là. Il s'agit d'une étape essentielle qui s'inscrit dans un effort soutenu et stratégique visant à rétablir la prospérité et l'optimisme.

Aide pour la classe moyenne

La destinée de la classe moyenne est intimement liée à celle de l'ensemble du pays. Le Canada ne sera pas prospère si la classe moyenne ne l'est pas.

À court terme, la chute des prix du pétrole et des autres produits de base a mis à rude épreuve les familles et les collectivités de nombreuses provinces. Pour alléger ce fardeau, le gouvernement prolonge la période de versement des prestations d'assurance-emploi dans les régions touchées, y compris dans certains secteurs de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Nord de l'Ontario et de Terre-Neuve-et-Labrador.

Mais le gouvernement ne doit pas se contenter d'aider les familles uniquement quand les temps sont difficiles. C'est pourquoi, plus tôt cette année, le gouvernement a réduit les impôts des Canadiens de la classe moyenne de partout au pays.

Depuis le 1^{er} janvier dernier, environ 9 millions de personnes retirent plus d'argent de chaque chèque de paie qu'ils reçoivent.

Pour contribuer à financer cette baisse d'impôt pour la classe moyenne, nous avons augmenté les impôts de la tranche supérieure de 1 % des contribuables. Il est équitable de demander à ceux qui peuvent se le permettre de payer un peu plus pour que nous puissions aider ceux qui en ont besoin – et ainsi renforcer l'économie au profit de tous.

Mais il faut en faire plus. Et avec ce budget, nous en ferons plus. Beaucoup plus.

Monsieur le Président, je suis fier d'annoncer l'instauration de la nouvelle **Allocation canadienne pour enfants**, une mesure qui aidera les familles davantage que tout autre programme social depuis la mise en place du système universel de soins de santé.

Les familles qui ont des enfants âgés de moins de 18 ans recevront la prestation à compter de juillet. Le montant versé à chacune des familles sera déterminé en fonction de leur situation familiale, mais neuf familles sur dix recevront plus d'aide que ce qu'elles reçoivent en vertu des programmes existants.

Une mère seule qui a un enfant de moins de 6 ans et qui gagne 30 000 \$ par année recevra une prestation annuelle libre d'impôt de 6 400 \$.

Une famille qui a deux enfants et dont le revenu s'élève à 90 000 \$ recevra 5 650 \$, soit 2 500 \$ de plus que dans le cadre du système actuel.

C'est de l'argent qui ira directement dans la poche des parents. De l'argent qui peut servir directement à manger plus sainement, à payer le loyer et à acheter de nouveaux vêtements pour la rentrée scolaire.

L'Allocation canadienne pour enfants constitue la plus importante initiative en matière de politique sociale depuis une génération. Cette allocation permettra de sortir des centaines de milliers d'enfants de la pauvreté.

Monsieur le Président, notre pays a une longue et fière histoire au chapitre de la mise en œuvre de politiques publiques importantes, audacieuses et transformatrices – des programmes comme le système universel de soins de santé, la Sécurité de la vieillesse et le Régime de pensions du Canada. Et maintenant, nous ajoutons fièrement l'Allocation canadienne pour enfants à cette liste honorable.

Une croissance à long terme pour la classe moyenne

L'aide du gouvernement est essentielle, mais ce dont les Canadiens de la classe moyenne ont encore plus besoin, c'est d'une croissance économique forte. Voilà pourquoi le gouvernement réalisera de nouveaux investissements dans l'infrastructure, partout au pays.

Nous tirons tous parti d'une amélioration de l'infrastructure. Les nouvelles routes et les nouveaux ponts nous permettent de nous déplacer plus rapidement. Les usines de traitement des eaux, les égouts et les conduites d'eau assurent la propreté de l'eau. Les services Internet à large bande nous relient numériquement. Les logements sociaux offrent des habitations abordables.

Les avantages sont évidents. Mais les gens ne se rendent pas toujours compte que l'infrastructure est essentielle afin de renforcer l'économie et d'assurer la croissance de la classe moyenne.

Songez à quelque chose d'aussi simple que les bouchons de circulation. Tout le monde sait qu'ils sont agaçants. Mais ces bouchons ralentissent aussi la circulation des personnes, des biens et des services – en fait, ils nuisent à l'économie.

Voilà pourquoi des investissements dans le transport en commun font bien plus que rendre la vie plus agréable. Ils stimulent l'économie et contribuent à la protection de l'environnement. Et pas seulement pour aujourd'hui, mais pour les années et les décennies à venir.

Des études montrent régulièrement que lorsque l'économie tourne au ralenti et que les taux d'intérêt sont faibles, pour chaque dollar qu'un gouvernement dépense dans l'infrastructure, une activité économique largement supérieure à 1 \$ est générée.

Ces investissements sont judicieux.

Certains de ces investissements sont urgents et nécessitent une intervention rapide du gouvernement. Mais dans tous les cas, les investissements seront réalisés en fonction de leur valeur à long terme – de sorte que les Canadiens en récoltent les fruits à très long terme.

Pour aider les familles et les collectivités qui éprouvent des difficultés en ce moment, la première phase de notre plan en matière d'infrastructure consiste à investir 11,9 milliards de dollars sur cinq ans afin de moderniser et de remettre en état les réseaux de transport en commun, d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées, d'offrir des logements abordables et de protéger les réseaux d'infrastructure contre les effets des changements climatiques.

Nous investissons aussi 3,4 milliards de dollars sur cinq ans pour contribuer à l'entretien et à l'amélioration des parcs nationaux, des ports, des aéroports fédéraux et de l'infrastructure frontalière, et pour soutenir l'assainissement des sites fédéraux contaminés, partout au pays. Au cours des dix prochaines années, nous investirons plus de 120 milliards de dollars dans l'infrastructure.

Ces investissements feront accélérer notre transition vers une économie à faibles émissions de carbone et à croissance propre, amélioreront la fluidité de la circulation, apporteront Internet à haute vitesse dans un plus grand nombre de collectivités rurales et procureront de nombreux autres avantages au profit des Canadiens.

Ainsi, un père pourra se rendre à temps à la partie de soccer de sa fille, la propriétaire d'une petite entreprise en milieu rural du Manitoba pourra lancer son site Web, et nos collectivités deviendront des endroits où il fait encore mieux vivre. Mais avant tout, ces investissements stimuleront l'économie canadienne à long terme.

Une économie novatrice et propre

L'économie mondiale traverse une période de mutation importante. Mais il y a une chose qui ne changera jamais. Les personnes, les entreprises et les pays qui façonneront la nouvelle économie seront prospères.

Les Canadiens peuvent faire partie de ces personnes, créer ces entreprises et bâtir ce pays. Pour y parvenir, nous devons investir dans l'innovation.

Dans la prochaine année, le gouvernement mettra de l'avant un nouvel agenda d'innovation qui présentera une nouvelle vision pour l'économie canadienne : celle d'un centre de l'innovation mondiale, réputé pour ses sciences, ses technologies, l'ingéniosité de ses citoyens et la compétitivité de ses entreprises sur la scène mondiale.

Notre plan en vue d'un réel changement constituera l'assise de ce programme d'innovation.

Mais nous n'attendons pas avant d'aller de l'avant.

Aujourd'hui même, j'annonce plusieurs nouvelles mesures importantes qui renforceront notre capacité en vue d'innover et d'assurer la croissance de notre économie.

Commençons par l'éducation postsecondaire.

Éducation postsecondaire

Les parents comprennent que l'avenir de leurs enfants est intimement lié aux études qu'ils entreprennent et aux compétences qu'ils acquièrent, et que l'éducation postsecondaire est devenue un gage important du succès futur de nos enfants. Mais tous les parents savent aussi que les coûts associés à l'éducation postsecondaire sont de plus en plus élevés. Le gouvernement doit contribuer à l'amélioration de l'accès aux études postsecondaires.

Nous bonifierons de 50 % le montant des bourses d'études canadiennes, qui passeront de 2 000 \$ à 3 000 \$ par année pour les étudiants de famille à faible revenu, et de 800 \$ à 1 200 \$ par année pour les étudiants de famille à revenu moyen.

À l'échelle du pays, 250 000 étudiants de famille à faible revenu, 100 000 étudiants de famille à revenu moyen et 16 000 étudiants à temps partiel recevront plus d'aide chaque année grâce à ces mesures.

Cela compte. Il peut s'agir de la différence entre obtenir un diplôme et décrocher. Et cela peut changer la vie de quelqu'un.

Afin d'aider ces étudiants à acquérir une expérience de travail, nous créerons jusqu'à 35 000 emplois supplémentaires pour les jeunes Canadiens pour chacune des trois prochaines années dans le cadre du Programme Emplois d'été Canada.

De plus, en vertu de la Stratégie emplois jeunesse, nous réaliserons de nouveaux investissements pour créer des emplois verts. Nous bonifierons en outre les occasions d'apprentissage et les stages coopératifs qui aideront les étudiants à décocher leur premier emploi, si important après l'obtention de leur diplôme.

Investissements dans les institutions et la recherche de calibre mondial

Les universités, les collèges et les institutions de recherche du Canada attirent les cerveaux les plus brillants de partout dans le monde, et créent des réseaux axés sur les découvertes et l'innovation. Ces réseaux aident les entreprises à prendre de l'expansion et à être concurrentielles au sein de la nouvelle économie.

Pour soutenir ces réseaux d'excellence, notre gouvernement accordera la plus importante augmentation annuelle de financement au titre de la recherche fondamentale depuis plus de dix ans – soit un montant supplémentaire de 95 millions de dollars par année –, et ce, par l'entremise des conseils subventionnaires du Canada.

J'annonce aussi que nous investirons 2 milliards de dollars sur trois ans au titre d'un nouveau fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires, afin de moderniser la recherche sur les campus, la commercialisation et les installations de formation.

Le fonds représente un exemple d'un investissement immédiat qui peut améliorer la situation de façon concrète dès maintenant, alors que nous traçons la voie vers des réalisations futures. Les collèges et les universités pourront moderniser les laboratoires de recherche, rénover des bâtiments destinés à la formation de pointe et agrandir des incubateurs situés sur les campus, lesquels soutiennent les entreprises en démarrage au moment où elles assurent la croissance leurs activités. Par l'entremise de ce fonds, on pourra ainsi créer des campus plus propres et plus modernes à court terme, ainsi que davantage de possibilités économiques à l'avenir.

Ces investissements témoignent tous de notre conviction profonde que l'avancement des sciences de base et le développement de la capacité intellectuelle représentent la fondation de l'innovation.

Les sciences, les idées et l'innovation ont tendance à évoluer en grappes, la plus célèbre d'entre elles étant la Silicon Valley.

Ce n'est un secret pour personne que la Silicon Valley est la capitale mondiale des technologies numériques. Mais, je vous le dis, tout le monde là-bas sait que la région canadienne de Waterloo abrite certaines des entreprises et certains des esprits parmi les plus brillants et les plus innovants dans le monde.

C'est un modèle sur lequel le Canada peut – et doit – prendre appui. Nous croyons que les entreprises, les établissements d'enseignement postsecondaire, les gouvernements et les autres intervenants peuvent collaborer afin d'accélérer la croissance économique. Nous investirons 800 millions de dollars sur quatre ans afin d'appuyer la mise en place de réseaux et de grappes d'innovation qui visent à augmenter la collaboration et à créer de la valeur par l'innovation.

Il nous faut jumeler les gens et leurs idées. C'est dans ces grappes que l'innovation prendra forme – celle qui veillera à ce que le Canada se positionne comme un chef de file en matière d'avancées technologiques au XXI^e siècle.

Croissance propre et économie à faibles émissions de carbone

L'innovation et la croissance économique sont non seulement avantageuses en soi, mais elles sont également essentielles à la lutte contre les changements climatiques à l'échelle mondiale.

Grâce au leadership exercé par le premier ministre et la ministre de l'Environnement et des Changements climatiques, le Canada est redevenu un fer de lance de la croissance propre et de la transition rapide vers une économie à faibles émissions de carbone.

Notre gouvernement est déterminé à collaborer avec nos partenaires provinciaux et territoriaux en vue d'élaborer un nouveau cadre pancanadien en matière de croissance propre et de changement climatique.

Certains sont d'avis que nous devons choisir entre une économie forte et un environnement propre. Ils ont tout simplement tort. Nous nous trouvons à un tournant de l'histoire mondiale : l'Agence internationale de l'énergie a annoncé que l'économie mondiale a progressé, sans que les émissions mondiales de carbone en fassent autant. L'Agence attribue le mérite à l'adoption généralisée de l'énergie propre. Ce n'est qu'un aperçu de l'avenir – et nous voulons que le Canada en soit un chef de file.

Songez à ce qui vient. Où que brille le soleil et où que souffle le vent, des agriculteurs et des propriétaires fonciers peuvent devenir des producteurs d'énergie. Les possibilités de diversification économique sont énormes, surtout pour les régions rurales qui ont été touchées par la chute des prix du pétrole.

Les secteurs de la foresterie et de l'agroalimentaire sont de bons exemples où le gouvernement peut aider à faciliter la transition vers une économie plus propre, et veiller à la création d'emplois de qualité dans les régions rurales.

Nous investirons dans de nouveaux projets de technologies propres qui permettent de tenir compte des enjeux relatifs aux changements climatiques, à la qualité de l'air, à l'eau saine et aux sols non contaminés, à l'appui de mesures provinciales et territoriales visant à réduire de manière notables les émissions de gaz à effet de serre.

Nous élargissons les critères d'admissibilité à la déduction pour amortissement accéléré dans deux importants secteurs émergents : l'alimentation des véhicules électriques et le stockage de l'électricité. Nous lancerons aussi des discussions régionales afin de trouver les projets d'infrastructure électrique les plus prometteurs dans l'objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Comme l'a annoncé le premier ministre à la réunion des premiers ministres à Vancouver, le gouvernement créera un nouveau fonds pour une économie à faibles émissions de carbone, lequel sera doté de 2 milliards de dollars.

Nos préoccupations environnementales ne se limitent pas à la lutte contre les changements climatiques. Notre gouvernement investit afin d'agrandir les aires protégées, d'aménager de nouveaux parcs nationaux et de financer les sciences des océans et des eaux douces.

Nous avons tous la chance de vivre dans un pays d'une beauté naturelle aussi unique que spectaculaire. Les sentiers où nous nous promenons, les montagnes que nous gravissons, les plages où nous nous baignons – et comme le sait le premier ministre, les rivières où nous pagayons – permettent aux Canadiens d'entretenir un lien privilégié avec les milieux naturels. En retour, les Canadiens ont la responsabilité particulière de veiller à préserver les nombreux trésors naturels du pays.

Monsieur le Président, nos parcs nationaux sont les plus beaux endroits sur Terre. Qu'il s'agisse du Cap Breton, de Gwaii Haanas, de Kluane ou de pointe Pelée, nous investirons dans ces lieux, en tant que cadeau que nous ferons à nous-mêmes et au reste du monde, à l'occasion du 150^e anniversaire du Canada, en 2017.

Ensemble, nous partagerons ces trésors nationaux avec une toute nouvelle génération d'enfants – et nous saisisons l'essence même du grand voyage canadien.

Croire en la créativité des Canadiens

Croire en l'innovation, c'est aussi croire dans le talent et en la créativité des Canadiens. Nous devons en faire plus pour appuyer nos artistes et le milieu culturel au Québec, et partout au pays. Nos industries culturelles représentent un secteur névralgique de notre économie.

La culture est synonyme de création. Elle est créatrice d'une richesse collective qui dépasse les retombées économiques et les statistiques.

Radio-Canada/CBC est une institution nationale indispensable qui rassemble la population canadienne et promeut nos deux langues officielles, tout en soutenant la création et la culture.

J'annonce aujourd'hui que notre gouvernement investira 675 millions de dollars sur 5 ans pour moderniser et revitaliser Radio-Canada/CBC à l'ère du virage numérique.

Je suis aussi fier d'annoncer que notre gouvernement investira au total 1,9 milliard de dollars sur 5 ans dans le secteur des arts et de la culture.

Ces investissements ciblés seront affectés entre autres au Conseil des arts du Canada, à Téléfilm Canada, à l'Office national du film et à des programmes uniques qui permettront à nouveau à nos artistes de rayonner sur la scène internationale.

Politiques fondées sur des éléments probants

Il est impossible de mettre en œuvre des politiques efficaces sans prendre appui sur des données rigoureuses. Si nous souhaitons sortir les enfants de la pauvreté, nous devons d'abord en comprendre la cause. Si nous voulons fournir des soins de santé de qualité aux aînés, nous devons savoir combien il y a d'aînés et quels sont les services dont ils ont besoin. Si nous désirons protéger les langues en situation minoritaire, nous devons savoir dans quelles régions elles sont parlées. Aucune des mesures prises par les gouvernements ne peut être mise en œuvre de façon rationnelle sans qu'elle repose sur des données fiables. Voilà pourquoi, sous la direction de mon collègue, le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, notre gouvernement n'a pas perdu de temps pour rétablir le questionnaire long du recensement.

Et nous allons en faire plus. Trop souvent, lorsque nous demandons les éléments probants dont nous avons besoin pour prendre des décisions éclairées, nous constatons qu'ils n'existent tout simplement pas. Par exemple, nous savons que de nombreux Canadiens, en particulier les Britanno-Colombiens, s'inquiètent de l'effet de la propriété étrangère sur le marché du logement. Malheureusement, le problème n'est pas entièrement compris. Il faut plus de renseignements. Afin de combler cette insuffisance de données, et bien d'autres encore, nous soutiendrons Statistique Canada pour qu'il puisse améliorer notre compréhension des problèmes importants et qu'il nous aide tous à prendre de meilleures décisions.

Un Canada inclusif et équitable

Les mesures visant à assurer la croissance de notre économie ne sont pas suffisantes si cette croissance n'est pas partagée avec la classe moyenne et ceux qui travaillent fort pour en faire partie. L'inégalité est en hausse. Afin de s'épanouir, la classe moyenne doit être diversifiée. Elle doit tous nous représenter : les aînés, les personnes handicapées, les nouveaux arrivants, les GLBTQ, les Canadiens vivant en milieu rural, les Canadiens vivant en milieu urbain – tous doivent tirer parti de la croissance que nous favoriserons ensemble.

Soins de santé

Les Canadiens attachent une très grande importance au système de soins de santé public et universel du Canada. Les parents ne craignent pas d'être mis en faillite parce qu'ils doivent faire soigner un enfant malade. Les aînés savent qu'on ne leur fera pas rebrousser chemin une fois rendus à l'hôpital. Ce système, qui représente une source de fierté nationale, incarne nos valeurs, notre nature généreuse et notre engagement en vue d'aider les autres lorsque le besoin se présente. Il permet aussi d'assurer la sécurité économique et de stimuler la productivité.

Le gouvernement agit dès maintenant et réalisera de nouveaux investissements en vue de soutenir un Canada en meilleure santé, ce qui appuiera davantage le travail que mènent Inforoute Santé Canada et la Fondation canadienne pour l'amélioration des services de santé afin de cerner et d'instaurer des mesures innovatrices dans le système de soins de santé.

À mesure que la population du pays vieillit, nous serons plus nombreux à dépendre de notre système de soins de santé et à un accès rapide à des soins de qualité, sans égard à l'endroit où nous vivons ou à notre capacité de payer. La protection de l'intégrité de notre système de soins de santé est de la plus haute importance pour notre gouvernement. Nous sommes conscients que l'innovation, la collaboration et les partenariats constituent un élément essentiel de la solution.

Dans le cadre de l'augmentation des fonds consacrés au titre de la recherche fondamentale, nous accorderons un montant supplémentaire de 30 millions de dollars par année aux Instituts de recherche en santé du Canada.

La ministre de la Santé participe activement aux discussions menées avec les ministres territoriaux et provinciaux de la Santé, les intervenants du secteur de la santé et les Canadiens, quant aux meilleures façons d'investir dans notre système en vue d'en tirer parti à long terme. Les soins à domicile et une approche centrée sur le patient font partie de ces discussions, et notre gouvernement est déterminé à exercer le leadership fédéral nécessaire en matière de soins de santé, dans l'intérêt de tous les Canadiens.

Les aînés

Une partie intégrante du rêve des membres de la classe moyenne consiste à pouvoir compter sur un bon système de retraite. Pour trop de Canadiens, il est devenu impossible d'épargner suffisamment avant l'âge de la retraite.

Trop d'aînés vivent dans la pauvreté – surtout les aînés vivant seuls.

Nous aiderons les aînés les plus vulnérables du Canada en augmentant d'un montant pouvant atteindre 947 \$ par année la prestation complémentaire au Supplément de revenu garanti pour les aînés vivant seuls. Grâce à cette bonification, la prestation complémentaire maximale actuelle sera plus que doublée. Cela représente une augmentation de 10 % des prestations maximales qui améliorera la sécurité financière d'environ 900 000 aînés vivant seuls à l'échelle du Canada.

Afin d'aider davantage de Canadiens à garantir la sécurité du revenu à la retraite, je m'engage à conclure un accord avec mes homologues provinciaux et territoriaux avant la fin de l'année afin de bonifier le Régime de pensions du Canada.

Anciens combattants

Nos anciens combattants ont consacré leur vie à la défense du pays. Ils méritent notre reconnaissance, notre respect et notre soutien.

Nous le leur avons promis solennellement. Et nous tiendrons promesse.

Nous augmenterons l'indemnité d'invalidité pour les blessures et les maladies découlant du service militaire, et nous l'harmoniserons avec les autres prestations prévues dans la Nouvelle Charte des anciens combattants en l'indexant à l'inflation.

Nous élargirons l'accès à des tranches supérieures de l'allocation pour déficience permanente afin de mieux soutenir les anciens combattants qui ont vu leurs options de carrière restreintes en raison d'une maladie ou d'une blessure liée au service.

Nous augmenterons l'allocation pour perte de revenus afin d'offrir un remplacement du revenu correspondant à 90 % du salaire préalable au congé pour les anciens combattants blessés, et nous indexerons l'allocation afin qu'elle suive le rythme de l'inflation.

En outre, les anciens combattants du Canada méritent d'avoir accès à un plus grand nombre de services gouvernementaux en personne au sein de leur collectivité. Grâce à ce budget, nous allouons des fonds supplémentaires à Anciens Combattants Canada pour lui permettre de rouvrir les bureaux de services qui ont été fermés récemment à Charlottetown, Sydney, Corner Brook, Windsor, Thunder Bay, Saskatoon, Brandon, Prince George et Kelowna. Nous avons aussi l'intention d'ouvrir un nouveau bureau à Surrey, en Colombie-Britannique, et d'élargir nos activités de sensibilisation dans le Nord canadien.

Afin d'aider les anciens combattants dans leur processus de réadaptation, nous améliorerons aussi les services de première ligne en embauchant des gestionnaires de cas supplémentaires pour réduire le ratio du nombre de clients par gestionnaire de cas à 25:1 tout au plus.

Condition féminine

De plus, j'annonce fièrement que nous augmenterons le financement de Condition féminine Canada afin de renforcer la capacité de l'Agence de soutenir l'analyse comparative entre les sexes à l'échelle du gouvernement fédéral et d'étendre sa présence dans les régions afin d'appuyer les organisations locales qui se penchent sur les questions liées aux femmes et à l'égalité des sexes.

J'ai nommé récemment les membres du Conseil consultatif en matière de croissance économique du gouvernement, qui nous conseilleront à mesure que nous élaborerons une stratégie de croissance à long terme, et je suis fier du fait que la majeure partie des dirigeants chevronnés du monde des affaires et du domaine économique que nous avons sélectionnés sont des femmes.

Au cours des deux prochaines années, nous financerons et soutiendrons la construction ou la rénovation de plus de 3 000 places dans les refuges ou les maisons de transition à l'intention des victimes d'actes violents. Il s'agit du plus important investissement à l'appui des victimes d'actes violents de l'histoire de notre pays.

Aider les plus démunis

En réponse à la demande persistante et croissante de logements abordables partout au pays, je suis fier d'annoncer que le gouvernement doublera le montant qu'il consacre à l'Initiative en matière de logement abordable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Des milliers de familles bénéficieront des mesures contenues dans ce budget pour soutenir le logement abordable.

Notre gouvernement investira également un montant additionnel de 112 millions de dollars au cours des deux prochaines années dans la Stratégie contre l'itinérance afin d'aider les différents segments de la population qui sont directement touchés par ce phénomène.

Au cours des deux prochaines années, nous fournirons un soutien financier en vue de la construction ou de la rénovation de plus de 3 000 espaces d'abris ou de foyers de transition pour les victimes de violence. Il s'agit du plus important investissement en appui aux victimes de violence de l'histoire de notre pays.

Une nouvelle relation avec les peuples autochtones

Notre pays ne peut tout simplement pas connaître du succès tant que l'on ne donnera pas aux peuples autochtones toutes les chances de réussir.

Sur le plan économique, les arguments sont irréfutables. Compte tenu du vieillissement de la population, l'économie canadienne a besoin de plus de travailleurs. La population autochtone est jeune et en croissance. Elle aurait le potentiel de donner un coup de main. Mais cela ne peut se produire avant que les membres des Premières Nations, les Inuits, et les Métis puissent accéder à la voie qui les mènera à la prospérité. Et pour qu'ils puissent y parvenir, des investissements sont nécessaires.

J'ai rencontré des dirigeants autochtones et des Premières Nations ainsi que des membres de collectivités autochtones à de nombreuses reprises, y compris à l'occasion des consultations prébudgétaires à Winnipeg. Je m'engage à maintenir cette relation tout au long de mon mandat à titre de ministre des Finances.

Je suis honoré d'annoncer, au nom du gouvernement, des investissements sans précédent de 8,4 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Nous nous assurons ainsi que les peuples autochtones prennent part à la prospérité du Canada.

Cet investissement est conforme à l'esprit de l'Accord de Kelowna, conclu en 2005 grâce au leadership inspiré de l'ancien premier ministre Paul Martin.

Près de la moitié de cette somme sera investie dans l'éducation. Nous construirons des écoles. Nous embaucherons des enseignants. Nous ferons en sorte que les enfants autochtones reçoivent l'éducation dont ils ont besoin et qu'ils méritent.

Le logement constitue aussi un besoin urgent, et le gouvernement y investira près de 555 millions de dollars sur deux ans. Les soins de santé sont eux aussi prioritaires. Le gouvernement réalisera des investissements afin de réparer et de construire des postes de soins infirmiers ainsi que des résidences pour les travailleurs de la santé dans les collectivités autochtones.

En dernier lieu, nous mettrons fin à la crise inadmissible des avis d'ébullition de l'eau dans les réserves. Notre gouvernement investira près de 2 milliards de dollars sur cinq ans dans l'infrastructure d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées, ainsi que dans la surveillance de la qualité de l'eau potable, et ce, afin que chaque enfant canadien, où qu'il vive, ait accès à de l'eau potable.

Notre engagement envers le monde

Au mois de novembre dernier, le gouvernement a engagé 678 millions de dollars sur six ans, à compter de 2015-2016, afin d'accueillir 25 000 réfugiés syriens d'ici le 29 février 2016. Aujourd'hui, nous engageons de nouveaux fonds afin d'accueillir, au cours de l'année 2016, 10 000 autres réfugiés syriens parrainés par le gouvernement.

C'est une question qui me tient beaucoup à cœur personnellement, puisque depuis dix ans, je participe à des efforts visant à offrir une éducation et des possibilités à des filles somaliennes et sud-soudanaises dans le camp de réfugiés de Kakuma. J'ai été ému par la chaleur, la bienveillance et la résilience de gens qui ont tant laissé derrière eux pour fuir les conflits en quête d'une vie meilleure pour eux-mêmes et pour leur famille. Cet automne, j'ai été doublement ému par la vague de solidarité et l'accueil que les Canadiens ont réservé aux réfugiés syriens. Je crois que, dans notre intervention face à cette crise, le monde a vu le Canada à son meilleur, et je remercie le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté pour son leadership dans ce dossier.

Nous savons que les nouveaux arrivants sont essentiels à l'essor de l'économie canadienne. C'est ainsi que notre gouvernement accueillera 300 000 nouveaux résidents permanents en 2016.

Nous croyons que les membres d'une même famille doivent pouvoir vivre ensemble. Le regroupement familial contribue au bien-être de tous les Canadiens, étant donné qu'il concourt à notre richesse collective tant sur le plan socioculturel que sur le plan économique.

En multipliant nos efforts dans ce domaine, nous prévoyons 20 000 admissions dans le cadre du Programme de parrainage des parents et des grands-parents, donnant des occasions de célébration et d'espoir à des milliers de Canadiens qui, depuis trop longtemps, vivent à mille lieues de leurs êtres chers.

Défense

Le gouvernement est résolu à assurer une sécurité accrue aux Canadiens. Sous la direction du ministre de la Défense, nous entreprendrons un processus ouvert et transparent dans le but d'élaborer une nouvelle stratégie de défense qui permettra de bâtir une force militaire moderne, plus souple et mieux équipée. Au cours de l'année 2016, nous solliciterons les commentaires des Canadiens, des experts, des alliés et des partenaires, ainsi que du Parlement, sur une nouvelle stratégie de défense.

Le gouvernement est déterminé à renouveler les principaux équipements des Forces armées canadiennes, y compris les parcs vieillissants de chasseurs CF-18 et de navires de guerre du Canada. Afin de s'assurer que les fonds nécessaires soient disponibles lorsque des acquisitions d'immobilisations importantes seront réalisées, nous réalouerons à des années futures des fonds destinés aux grands projets d'immobilisations pour la période de 2015-2016 à 2020-2021. Ces fonds sont reportés afin de mieux correspondre au calendrier des acquisitions d'équipement.

Une voix forte

Notre voix est maintenant entendue haut et fort sur la scène internationale. Depuis novembre, nous avons signé une entente historique sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre à Paris.

Nous avons renouvelé et redynamisé notre relation avec notre partenaire le plus important, les États-Unis, et signé une nouvelle entente continentale qui inclut le Mexique sur l'énergie et l'environnement.

Nous avons élargi de manière significative notre contribution à la coalition multinationale contre l'organisation État islamique en Irak et en Syrie.

Et nous avons mené la charge sur le besoin d'investir pour stimuler la croissance économique dans les forums économiques internationaux comme ceux de Davos et du G20.

Conclusion

Monsieur le Président,

Nous croyons que le moment est venu d'investir afin de bâtir un pays fort et prospère.

Aujourd'hui, nous saisissons l'occasion d'investir dans les gens et dans l'économie, et de préparer le Canada pour un avenir meilleur.

Bien entendu, ce n'est qu'un début. Aujourd'hui, nous avons fait de grands pas dans un long parcours. Beaucoup de travail nous attend.

Alors que nous faisons ce travail, nous gardons à l'esprit que même si nous pouvons agir dans le présent, nous ne le faisons pas **pour** le présent.

Nous le faisons pour les années et les décennies à venir.

Nous agissons pour nos enfants et leurs enfants.

Nous agissons pour qu'ils puissent hériter d'un Canada plus prospère et plus prometteur.

Merci, Monsieur le Président.